

Transcription de l'interview de Pierre Moscovici (Paris, 23 juillet 2008)

Légende: Transcription de l'interview de Pierre Moscovici, membre du Parlement européen de 1994 à 1997 et de 2004 à 2007 et vice-président du Parlement européen de 2004 à 2007, ministre délégué chargé des Affaires européennes de 1997 à 2002, représentant du gouvernement français à la Convention sur l'avenir de l'Europe en 2002, président du Mouvement européen France de 2005 à 2006, ministre de l'Économie et des Finances de 2012 à 2014 et Commissaire européen aux Affaires économiques et financières, à la Fiscalité et à l'Union douanière depuis 2014, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 23 juillet 2008 au siège du Parti socialiste à Paris. Conduit par Christian Lekl, collaborateur scientifique au CVCE, l'entretien porte particulièrement sur les sujets suivants: les débuts de son engagement politique, son expérience au Parlement européen et au Mouvement européen, la politique européenne de la France de 1997 à 2002, les travaux de la Convention européenne, le projet de traité constitutionnel et le traité de Lisbonne.

Source: Interview de Pierre Moscovici / PIERRE MOSCOVICI, Christian Lekl, prise de vue : Alexandre Germain.- Paris: CVCE [Prod.], 23.07.2008. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:41:12, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_pierre_moscovici_paris_23_juillet_2008-fr-ebd220e8-e2bo-45c1-a39a-ba47cfa0c8e1.html

Date de dernière mise à jour: 03/02/2017



Transcription de l'interview de Pierre Moscovici (Paris, 23 juillet 2008)

Table des matières

1. Les débuts de son engagement politique.....	1
2. Son expérience au Parlement européen et au Mouvement européen.....	2
3. La politique européenne de la France de 1997 à 2002.....	4
4. Les travaux de la Convention européenne.....	10
5. Du projet de traité constitutionnel au traité de Lisbonne.....	11

1. Les débuts de son engagement politique

[**Christian Lekl**] M. Moscovici, je vous remercie beaucoup, de bien vouloir nous recevoir aujourd'hui le 23 juillet 2008 ici à Paris, au siège du Parti socialiste, pour revenir ensemble sur certains aspects de votre expérience politique en matière de questions européennes. Votre premier engagement politique est comme membre de la Ligue communiste révolutionnaire dans les années 70. Comment la LCR percevait-elle la Communauté économique européenne? Lui opposait-elle une autre conception de l'Europe?

[**Pierre Moscovici**] Je n'ai jamais été membre de la LCR, j'étais un sympathisant, un proche, parce que j'étais un lycéen, puis un étudiant, qui était révolté par le fait que la droite était au pouvoir depuis si longtemps, par l'injustice des années Giscard, qui étaient extrêmement dures, qui considérait que le Parti socialiste, c'est un peu l'ironie de l'histoire, n'était pas un parti qui avait à l'époque l'combativité, la crédibilité nécessaire. Mais j'étais avec eux parce que j'étais dans les «mouvements», je n'ai jamais milité avec eux sur les questions européennes ou les questions internationales. Je n'ai pas suivi leurs positions sur ce terrain-là, et d'ailleurs la raison pour laquelle je n'ai pas été membre de la LCR, c'est probablement parce que j'avais une réticence par rapport à leur vision du monde.

[**Christian Lekl**] Et donc vous entrez au Parti Socialiste en 1984, après avoir rencontré Dominique Strauss-Kahn à l'École nationale d'administration. Vous entrez également à la Cour des Comptes. Que représente l'Europe à cette époque-là, pour un jeune haut fonctionnaire membre du Parti socialiste?

[**Pierre Moscovici**] Ah pour moi, c'était quelque chose d'absolument déterminant. Quand j'étais élève à l'ENA, où j'ai rencontré Dominique Strauss-Kahn qui était mon professeur mais sur une matière un peu particulière. Mais par exemple je m'étais inscrit dans un séminaire, qui était une épreuve importante qui était sur les problèmes financiers de l'Union européenne. Et donc j'avais à l'époque déjà été au Parlement européen, au Conseil... et j'avais vraiment comme projet, moi, de me spécialiser là-dedans. C'était quelque chose qui me passionnait. Donc c'était quelque chose de fondamental. Quand j'ai été membre de la Cour des comptes, j'ai ensuite été au Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, où je travaillais sur les questions européennes. Non, je ne suis pas devenu député européen, ministre des Affaires européennes, aujourd'hui député et vice-président de la délégation pour l'Union européenne à l'Assemblée nationale par hasard. Et d'ailleurs dès les années 1970, j'étais un Européen. Sur ce terrain-là, je n'avais rien à voir avec les gauchistes, jamais. Dans ma vie, j'ai toujours été Européen, j'ai toujours été Fédéraliste, j'ai toujours été partisan de l'Europe

réunifiée, j'ai toujours pensé que le schisme communiste ne devait pas séparer l'Europe pour toujours. Peut-être parce que mon père est d'origine roumaine, ma mère d'origine polonaise. J'ai toujours pensé que c'était une autre Europe, mais que c'était l'Europe qui devait devenir notre Europe. Et donc, non, sur ce terrain-là, il peut arriver dans la vie qu'on ait des changements, des changements politiques, on évolue, mais sur l'Europe, en tout cas depuis une bonne trentaine d'années maintenant, j'ai une constance.

[**Christian Lekl**] Donc l'idée de l'Europe ou l'idée européenne a joué un rôle fondamental dans votre engagement?

[**Pierre Moscovici**] Oui, oui, l'idée européenne était une idée forte dans mon parcours de jeune haut fonctionnaire; elle a été une idée forte dans mon parcours de socialiste. Et au fond, ce qui a motivé mon engagement par exemple aux côtés de Dominique Strauss-Kahn, puis Lionel Jospin, Michel Rocard, enfin disons dans cette branche sociale-démocrate du Parti socialiste, c'est que j'acceptais que l'Europe ait des contraintes, mais que ces contraintes soient vécues par nous comme étant aussi une incitation à nous dépasser. Je ne fais pas partie de ceux qui considèrent que la France a eu tort de rester dans le Système monétaire européen en 1983. Je pense que nous avons eu raison de nous engager dans l'Europe. J'ai voté «Oui» à Maastricht, j'ai voté «Oui» au Traité constitutionnel, j'ai voté «Oui» au traité de Lisbonne. Je ne l'ai pas fait en me disant que c'était parfait, cette Europe-là n'est pas tout à fait telle que je souhaiterais, mais je l'ai fait à chaque fois en me disant que pour un socialiste, il n'y avait pas d'alternative à être européen, profondément européen. Et je reviens à ce que je disais au début: européen et socialiste. Tout le challenge pour nous, c'est d'arriver à faire en sorte que le socialisme ne disparaisse pas derrière l'Europe. Le socialisme n'est pas un européisme. Mais en revanche, si on n'est pas européiste, on ne peut pas être socialiste.

2. Son expérience au Parlement européen et au Mouvement européen

[**Christian Lekl**] Entre 1994 et 1997, vous êtes membre du Parlement européen, puis à nouveau entre 2004 et 2007, en tant que vice-président. Quelle fut votre motivation pour cette fonction et quels ont été les points forts de ces deux mandats?

[**Pierre Moscovici**] Écoutez, ma motivation, c'est d'abord évidemment un engagement européen, et aussi un engagement socialiste, parce que je ne distingue pas les deux: je suis un européen et un socialiste, c'est pour ça que j'ai été membre du groupe du PSE pendant ces deux mandatures, interrompues l'une et l'autre, puisque dans les deux cas de figure j'ai quitté le Parlement européen pour rejoindre le Parlement national. Je dirais que les circonstances étaient très différentes, que le Parlement européen avait beaucoup évolué. La première fois que j'y ai siégé, c'était une sorte de forum entouré de lobbies, certes écoutés mais assez peu influents sur le cours de la construction européenne. Et en 2004, c'était devenu un vrai Parlement qui a des facultés de colégislateur, qui pèse sur la Commission européenne, qui la contrôle, qui peut la censurer, et donc un vrai acteur du jeu, notamment entre 2004 et 2007 j'ai été le rapporteur du Parlement sur l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne, et il est certain qu'il y avait un jeu entre la Commission, le Conseil et le Parlement, qu'il était absolument indispensable que le consentement du Parlement soit acquis. Et donc j'ai vu ce Parlement grandir comme interlocuteur. Je trouve que c'est une formation, une instance, une institution absolument fascinante, à laquelle je crois que nous pouvons prédire un grand avenir.

[**Christian Lekl**] Vous avez évoqué l'évolution du pouvoir du Parlement européen. Que pensez-vous de l'évolution du rôle du Parlement européen, notamment en tant que réponse au problème dit du «déficit démocratique»?

[**Pierre Moscovici**] Écoutez, il faut être réaliste. Le Parlement européen est une institution, je le répète, fantastique. Moi je suis aujourd'hui député national, et un député national n'a ni les moyens de travail, ni la capacité d'influence, ni la liberté de pensée d'un parlementaire européen. Le parlementaire européen est un acteur essentiel du jeu démocratique. Et en même temps, c'est vrai que ce Parlement reste un peu «hors sol», il est méconnu des citoyens. Les élections européennes sont celles qui mobilisent le moins, c'est celles où le taux d'abstention est le plus important, il est supérieur à 60 % dans l'Union européenne. Et donc il n'est pas, le Parlement européen, tout à fait la réponse qu'il devrait être au déficit démocratique dans la mesure où sa légitimité, à travers le vote, n'est pas comparable à celle des autres institutions nationales, par exemple. C'est la raison pour laquelle quelqu'un comme moi, d'ailleurs, a passé deux fois trois ans fascinants au Parlement européen, mais à chaque fois, j'ai rejoint le Parlement national ensuite, parce je crois que le lieu de la légitimité est encore là. Et donc qu'il faut y répondre, en ayant je crois plus de listes transnationales, en ayant un vrai enjeu pour les élections européennes, c'est-à-dire la désignation du président de la Commission européenne, en politisant sans arrêt le débat sur l'Europe, en faisant aussi en sorte que le débat sur l'Europe ne se produise pas une fois tous les cinq ans, justement au moment des élections européennes. Tant qu'on n'aura pas ça, on aura le sentiment, les citoyens en tout cas, que le Parlement européen est constitué de représentants qu'ils connaissent peu, qui ne leur rendent pas de comptes, qui sont élus dans des conditions d'éloignement importantes. Moi j'étais tête de liste aux élections européennes en 2004 dans une grande région à l'est de la France, qui regroupe cinq régions administratives, dix-huit départements, dix millions d'électeurs... Comment est-ce que je peux rendre comptes à dix millions d'électeurs? Ce n'est pas sérieux. Il y a un déficit de proximité dans cette affaire-là, et tant que cette question-là ne sera pas résolue, à la fois la question de l'enjeu, la question de la proximité, le Parlement européen n'aura pas tout le pouvoir qu'il doit avoir.

[**Christian Lekl**] Vous avez également présidé le Mouvement européen France, entre 2004 et 2006. Que reprenez-vous de cette expérience?

[**Pierre Moscovici**] Très frustrante. Parce que j'ai été le premier président socialiste du Mouvement européen depuis qu'il existe en France. Le Mouvement européen est un mouvement qui est créé entre des... Non, il y a eu un autre président socialiste, je crois que c'était dans les années 60, Gaston Defferre. Donc le deuxième, et plus de quarante ans après, qui associe la droite et la gauche, disons les Fédéralistes du centre et du centre-gauche. Et j'ai tout de suite ressenti que le Mouvement européen était hostile à l'idée d'avoir un président socialiste. C'est-à-dire que les gens de droite du Mouvement européen sont très heureux d'avoir des socialistes avec eux, mais à condition qu'ils ne soient pas à leur tête. Donc j'ai mal vécu ça parce que j'avais le sentiment que c'était un mouvement un peu vieillot, qui ne souhaitait pas se laisser entraîner, qui n'était pas sincèrement bipartisan. Alors il y a des militants formidables, ils font un travail utile, mais il y a un côté un peu dépassé là-dedans. C'est pas, c'est pas ... pour le coup j'ai parlé de la Convention comme d'une expérience unique, mon passage au Mouvement européen a été une frustration. J'aurais rêvé d'un vrai bipartisanisme, j'aurais rêvé d'une vraie tolérance, j'aurais rêvé que ces fédéralistes s'intéressent aussi aux questions sociales. Ce n'est pas tout à fait le cas.

[**Christian Lekl**] Plus généralement, quel rôle voyez-vous pour la Société civile dans la construction

européenne?

[**Pierre Moscovici**] Ah je vois un rôle essentiel, je crois à la floraison du mouvement associatif, je pense que c'est par la Société civile qu'on va faire émerger un vrai espace public, mais le Mouvement européen ne saurait avoir la prétention à en exercer le monopole. Il est trop conservateur dans son approche. Je crois que le Mouvement européen... Conservateur, pas seulement au sens politique, mais au sens propre du terme. Je veux dire, le fédéralisme de demain, parce que demain le fédéralisme ne sera pas le fédéralisme des pères fondateurs. Être fédéraliste à six, c'est pas la même chose que d'être fédéraliste à 27 ou à 30. Il faut être beaucoup plus souple, beaucoup plus flexible. Il faut aussi inventer non seulement des institutions qui fonctionnent, mais aussi des politiques concrètes. Le Mouvement européen reste terriblement dans le passé, c'est-à-dire attaché aux institutions d'avant, à l'Europe d'avant, et pas assez projeté dans l'Europe de demain. Et la Société civile doit se préoccuper de ça, de l'Europe de demain, pas de l'Europe d'avant.

3. La politique européenne de la France de 1997 à 2002

[**Christian Lekl**] En 1997, donc vous quittez le Parlement européen et vous devenez ministre délégué aux Affaires européennes jusqu'en 2002, dans le gouvernement de cohabitation de Lionel Jospin. Alors, quelle était votre place entre Jacques Chirac, président de la République, Lionel Jospin, Premier ministre, et Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères, et quels étaient les dossiers principaux dont vous aviez la charge?

[**Pierre Moscovici**] Écoutez, je pense que dans cette période-là, d'abord j'ai été le ministre français des Affaires européennes qui est resté le plus longtemps. Le recordman en durée, cinq ans. Et ce record ne sera pas battu, parce que d'ailleurs, c'est probablement trop long. Je crois que les deux dernières années ont été un peu superflues, au bout d'un moment, un ministre doit tourner de poste, pas cinq ans. Et je crois que j'ai été aussi le ministre des Affaires européennes qui a le plus ressemblé à un ministre, pas à un secrétaire d'État. Pourquoi? Parce que, disons que le ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine avec qui je m'entendais fort bien, qui n'avait pas exactement les mêmes options européennes que moi, j'ai l'impression qu'il était un peu plus... je ne dirais pas sceptique, mais plus réaliste que je ne l'étais, moins engagé en tout cas dans le sens de la construction d'une Europe fédérale, mais il s'intéressait beaucoup justement à la cohabitation. Il avait une gestion de la cohabitation de la politique étrangère entre Matignon et l'Élysée et sur les questions européennes il m'a laissé les mains assez libres, d'autant que j'avais moi-même une proximité forte avec le Premier ministre, Lionel Jospin, qui est un ami politique très proche, et que je n'avais pas de problème avec le président de la République.

Ce qui m'a permis d'être, je crois, au cœur des grandes négociations de cette période, qui était une période extrêmement importante. J'en cite trois: d'abord les négociations d'élargissement. C'était le moment où on a commencé à enregistrer les candidatures, à ouvrir les négociations, en 97 à Luxembourg, en 99 à Helsinki. Deuxièmement, ça a été la conduite des négociations financières dites de l'Agenda 2000 en 1999, sous la présidence allemande, conclue à Berlin. Puis troisièmement, ça a été bien sûr la négociation du traité de Nice après l'échec du traité d'Amsterdam, sur les questions institutionnelles dont j'ai été assurément le pivot, même si je n'assume pas la paternité du traité, qui en définitive a été adopté lors d'un sommet à quinze, et avec un président de la République qui s'appelait Jacques Chirac qui a quand même pris à la fin les options décisives. Et donc j'ai vécu ça comme un moment unique où on est au cœur de ces différents dossiers, qui sont des dossiers très

structurants, des dossiers importants, des dossiers majeurs. J'ajoute que j'ai été un peu ce qu'est aujourd'hui Jean-Pierre Jouyet, dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne de 2000, c'est-à-dire le secrétaire général, le pivot du gouvernement, le coordinateur de son action, compte tenu du fait que les partenaires de la cohabitation, le Président de la République et le Premier ministre étaient très pris par des échéances intérieures.

[**Christian Lekl**] Alors, vous avez évoqué ces trois, quatre dossiers principaux. Si vous voulez bien, on peut un peu approfondir ces questions-là. Commençons par le traité d'Amsterdam. Donc, quelles dispositions le gouvernement socialiste de Lionel Jospin a-t-il pu faire évoluer dans le traité d'Amsterdam?

[**Pierre Moscovici**] Traité de Nice

[**Christian Lekl**] Traité d'Amsterdam, d'abord. Ou plutôt le nouveau gouvernement était-il en accord avec ce que le gouvernement d'Alain Juppé avait négocié?

[**Pierre Moscovici**] Non. Nous n'aurions pas ratifié le traité d'Amsterdam si nous avions eu un peu plus de temps. Mais nous venions d'arriver, le sommet d'Amsterdam se déroule 15 jours après les élections. On a eu un débat, et on s'est dit au final qu'il fallait plutôt laisser passer cette négociation que nous n'avions pas suivie, parce que sinon le président de la République aurait pu ouvrir une crise, une crise politique majeure, en disant «Moi je suis le Président», le Premier ministre... donc il y aurait eu un problème de prérogatives extrêmement fortes. Une crise aussi avec les marchés financiers qui se seraient dit : « Ces socialistes sont peu européens. ». Donc il y aurait peut-être eu un phénomène de défiance à notre endroit. Nous venions de nous installer. Et peut-être aussi une crise de majorité. Donc pour toutes ces raisons-là, nous avons été peu allants dans la négociation d'Amsterdam. Nous avons plutôt déplacé le débat en introduisant une résolution, qui était une résolution sur la croissance et l'emploi, qui a ensuite ouvert un sommet à Luxembourg à la fin 1997, la création de l'Eurogroupe, mais disons que par rapport au traité lui-même, nous n'avons pas bougé le traité d'Amsterdam. Et l'échec d'Amsterdam. Puisque c'est un échec sur les questions institutionnelles est dû avant tout à la mésentente majeure entre Jacques Chirac et Helmut Kohl.

[**Christian Lekl**] Alors, en ce qui concerne l'élargissement, quelle était la politique du gouvernement Jospin au sujet de l'élargissement de l'Union qui se profilait déjà à l'horizon, et notamment au cours des négociations des traités d'adhésion?

[**Pierre Moscovici**] Écoutez, je dirais que ça a été une attitude à la fois positive, et insuffisamment enthousiaste. Positive, parce que nous avons accepté la candidature de six pays à Luxembourg en 1997, la candidature de six autres à Helsinki en 1999, et aussi la candidature de la Turquie. Plutôt, nous avons accepté l'ouverture des négociations avec six plus six, et la candidature de la Turquie. Donc nous avons toujours été accompagnants, favorables à l'élargissement. Et en même temps, ce que je reproche, y compris d'ailleurs au chef du gouvernement, Lionel Jospin, mon ami, à Jacques Chirac, à Hubert Védrine, c'est d'avoir toujours fait comme si ces nouveaux pays membres étaient des passagers clandestins. Moi je militais beaucoup pour qu'on dise : «Non seulement nous faisons l'élargissement, mais il faut expliquer aux Français pourquoi nous le faisons». Et non seulement il faut expliquer pourquoi nous le faisons, mais il faut dire pourquoi c'est une chance pour la France, une chance pour l'Europe. Et aujourd'hui, je crois que nous payons le prix de ce peu d'enthousiasme, dans la mesure où on voit bien que les Français notamment ont accepté du bout des lèvres

l'élargissement, et qu'ils ne voient pas dans la présence de Polonais, par exemple, et je cite le cas le plus frappant, une chance pour notre pays et je crois que c'est dommage.

Parce que l'élargissement c'est une perspective historique formidable, parce que c'est un plus extraordinaire, parce que vivre ce moment où ce continent se réunifie, je crois pour une génération comme la mienne, moi j'ai 50 ans, c'est quelque chose d'extraordinaire, et nous ne le vivons pas comme ça. Moi je le vis comme ça. Mais les Français ne le vivent pas comme ça. Et donc il y a eu là un déficit de pédagogie, de communication, d'explications, qui coûte cher aujourd'hui. Et qui n'est pas dû au ministre des Affaires européennes que j'étais. Mais j'étais un peu seul à plaider cette cause.

[Christian Lekl] Vous avez également évoqué l'Agenda 2000. Donc sur la négociation sur l'«Agenda 2000» qui s'inscrit dans un contexte difficile. Donc, parallèlement à l'établissement du nouveau cadre financier, il faut décider de la réforme de la politique agricole commune et des nouvelles orientations en matière d'actions structurelles. Il faut également déterminer l'incidence financière des prochains élargissements, que vous venez d'évoquer. Et donc en mars 1999, le Conseil européen de Berlin parvient tout de même à un accord global sur l'«Agenda 2000». Est-ce vous pouvez nous relater l'atmosphère de ce Sommet et nous décrire comment se sont déroulés les débats qui ont permis d'aboutir à cet accord?

[Pierre Moscovici] Écoutez, je dirais que dans ce sommet, on a additionné à peu près tous les inconvénients. La présidence allemande souhaitait qu'on résolve un certain nombre de questions, qu'on revienne sur le chèque britannique, qu'on réforme en profondeur la Politique agricole commune, qu'il y ait aussi un coût moindre pour l'Allemagne, qui était et qui demeure d'ailleurs le principal contributeur, même si la France aujourd'hui est un contributeur extrêmement important. Et puis il y a eu beaucoup de blocages, ce qui fait qu'à l'arrivée je dirais qu'on a eu une PAC à la française. Jacques Chirac a réussi à imposer, à cette époque, de sauver la Politique agricole commune telle qu'il la concevait, même si un deuxième pilier à la PAC a été ajouté, mais en réalité l'essentiel a été conservé, les grandes réformes n'ont pas été faites à ce moment-là. Il y a eu des fonds structurels à l'espagnole, je crois qu'il y a eu multiplication à ce moment-là des dérogations, et puis un octroi de fonds qui était extrêmement important pour les pays de la cohésion. Et il y a eu, troisièmement, un mode de financement à la britannique, c'est-à-dire qu'on a vu à ce moment-là, non seulement on n'est pas revenu sur le rabais des Britanniques, mais on a eu une multiplication des rabais. Ça a été une mauvaise négociation. Et ce n'est pas la faute de la présidence allemande, qui a accepté avec un certain stoïcisme de payer pour les autres. Je crois que l'attitude française, l'attitude espagnole, l'attitude britannique, qui ont été extrêmement rigides, ont amené à ce deal, qui n'est pas un bon deal.

[Christian Lekl] Donc quand on parle du moteur franco-allemand sur ce sujet-là ou à ce Conseil européen de Berlin?

[Pierre Moscovici] Entre 1997 et 2002, les relations franco-allemandes n'ont pas été bonnes. Il y avait d'abord une mésentente entre Helmut Kohl et Jacques Chirac, parce que Helmut Kohl en voulait à Jacques Chirac de ses tergiversations, de sa timidité, et aussi d'avoir laissé les socialistes gagner les élections législatives de 1997. Rappelons que ces élections ont été gagnées par nous sur une dissolution, qu'il n'y avait pas d'obligation à le faire. Helmut Kohl était furieux. Je me souviens de mon premier sommet franco-allemand à Poitiers, juste après les élections législatives et juste avant le Conseil européen d'Amsterdam, et j'ai l'impression qu'on avait baissé la climatisation. Ici il fait chaud, mais là il faisait très très froid, et pourtant on était en juin. Il y avait une atmosphère absolument glaciale. Et puis ensuite, entre Schröder et Chirac, il y avait une mésentente parce que c'était deux hommes qui se ressemblaient, qui étaient peu Européens l'un et l'autre, en tout cas très

réalistes, pas d'idéal, pas d'enthousiasme, pas de souffle et chacun voulant défendre les intérêts de son pays. Donc ils s'entendaient bien personnellement, ils avaient comme ça... C'étaient deux bêtes politiques qui se reniflaient. Mais ils avaient peu de capacité à déployer les choses. Et en réalité, Jacques Chirac et Gerhard Schröder n'ont commencé à s'entendre qu'après 2002, quand ils ont tous les deux été réélus de manière un peu miraculeuse, alors que l'un et l'autre devaient être battus, et puis qu'est arrivée la guerre en Irak et là ils se sont unifiés contre les États-Unis, contre la guerre, et c'est là qu'ensuite a démarré une période d'entente cordiale entre eux.

[**Christian Lekl**] Donc, la France préside l'Union européenne au second semestre 2000. C'est une présidence importante, puisqu'elle s'achève activement en décembre 2000 à Nice, sur un nouveau traité qui succède au traité d'Amsterdam. Comment se sont déroulées les négociations, et notamment durant les dernières heures, à Nice?

[**Pierre Moscovici**] C'est ... ça illustre aussi ce que je disais à l'instant, c'est la mésentente Chirac-Schröder. Je crois qu'en réalité, il y avait eu un premier sommet qui s'était tenu à Rambouillet, qui était informel, dans lequel il y avait une question fondamentale, qui au fond a empoisonné toute la présidence, qui était la parité des voix au Conseil entre la France et l'Allemagne. Jacques Chirac souhaitait la conserver. Il disait: «Peu importe qu'il y ait 20 millions d'Allemands en plus, il y a quelque chose de symbolique dans l'égalité entre la France et l'Allemagne». Il avait d'ailleurs, je crois, historiquement raison. C'est ce que d'ailleurs Konrad Adenauer disait, il disait: «Le jour où la France et l'Allemagne ... où l'Allemagne se réunifiera, il faudra quand même que la France et l'Allemagne gardent l'égalité perpétuelle». Et puis, Schröder n'avait pas tort non plus quand il disait: «Nous avons quand même 20 millions de citoyens en plus, il faut faire davantage de place à la démographie». Mais j'ai entendu, de mes oreilles, Gerhard Schröder dire à Chirac: «Ce n'est pas un problème pour nous». Dès le départ de la présidence, Chirac est parti sur l'idée qu'il n'aurait pas de problème avec l'Allemagne. En vérité, Schröder ne disait pas la vérité. C'était un problème pour lui. Et l'Allemagne a mené une sorte de contre-campagne, sur ce terrain-là. À partir du moment où ne résolvait pas la question de la parité des voix, on avait un problème tout à fait majeur qui se répercutait sur tous les autres et il y a eu une explication très très dure entre Chirac et Schröder, qui a abouti à un compromis de médiocre qualité, où on n'a pas eu justement le vote à la double majorité, on n'a pas vraiment réformé la Commission, on n'a pas ouvert suffisamment de sujets à la majorité qualifiée, et d'où la nécessité ensuite de redémarrer sur le chantier institutionnel, dont nous ne sommes malheureusement toujours pas sortis.

Avec une concession très importante, à mon avis trop importante, qui a été le nombre de parlementaires européens laissés à l'Allemagne, et la concession faite par la France de descendre à 72. Parce que, franchement, moi je préfère que l'Allemagne ait quelques voix de plus que nous au Conseil, mais qu'en termes de parlementaires européens, le «gap» soit moins important. C'est plus... Aujourd'hui, 27 parlementaires à l'Assemblée européenne, c'est plus important que deux voix au Conseil.

[**Christian Lekl**] Et quel rôle avez-vous assumé personnellement lors de cette Conférence intergouvernementale ?

[**Pierre Moscovici**] J'ai présidé à peu près toutes les conférences intergouvernementales. Enfin, disons : toutes les réunions intergouvernementales, je les ai présidées. La conférence intergouvernementale elle-même n'existait pas, c'était un quart d'heure lors de chaque conseil Affaires générales présidé par le ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine. Toutes les négociations ont été présidées par moi, et je dois dire que malheureusement, au moment où nous

arrivons à Nice, il n'y avait aucune conclusion. J'ai essayé de faire avancer les choses, j'ai été parfois brutal, on me l'a reproché, mais parce que j'avais envie que ça bouge, parce que je ne voulais pas de l'immobilisme, de l'addition des immobilismes, parce que j'avais envie de préparer vraiment le sommet. J'ai peut-être commis des erreurs, d'ailleurs, à ce moment-là, mais j'ai été le négociateur de cette affaire-là. Mais en arrivant à Nice, ce que j'avais fait n'a servi à rien.

[**Christian Lekl**] Les négociations, est-ce qu'elles ont été entravées par exemple par le fait qu'il y a eu une cohabitation, à ce moment-là?

[**Pierre Moscovici**] Non, pas du tout. Il y avait un accord de notre part, et quand même, cette cohabitation sur les questions européennes n'était pas conflictuelle. Chaque réunion importante était précédée d'un conseil interministériel à l'Élysée, auprès du président de la République, où participait le Premier ministre, Lionel Jospin, le ministre des Affaires étrangères, moi-même, des hauts fonctionnaires... il y avait une feuille de route. Jamais, jamais il n'y a eu conflit. Si, à Nice même, au moment de la conclusion du traité, j'ai convaincu Hubert Védrine et Lionel Jospin d'aller voir Jacques Chirac pour lui dire qu'il fallait concéder une voix à l'Allemagne. Jacques Chirac a dit non. Il a dit non parce qu'il pensait que Gerhard Schröder lui avait menti. Il m'a dit: «Il m'a menti, il m'a manqué». Et de cette crispation entre les deux hommes est né, je crois, l'échec de Nice.

[**Christian Lekl**] L'Union européenne a mis en place au Conseil européen de Lisbonne une stratégie visant à faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, quels étaient les objectifs de la France lors de ce sommet?

[**Pierre Moscovici**] La France était à bord. Souvenons-nous qu'à l'époque c'était cette Europe qu'on avait appelée l'Europe rose. Il y avait une dizaine de chefs d'État et de gouvernement sur 15 qui étaient socialistes ou sociaux-démocrates. Et l'idée c'était de mettre sur pied une stratégie qui soit une stratégie qui permette à l'Europe d'être à la hauteur des États-Unis, mais de marier l'efficacité économique, la cohésion sociale et aussi de s'engager sur le chemin écologique. Donc notre objectif, c'était d'enrichir cette stratégie et de lui donner des objectifs élevés. Le problème c'est qu'elle n'a jamais eu de vrais moyens, notamment des moyens budgétaires. Il y a des petites contradictions entre développer une stratégie ambitieuse, comme la stratégie de Lisbonne, et ne mettre en œuvre que des réformes structurelles, il y a eu un déséquilibre, disons dans un sens trop libéral pour aller vite, sans qu'il y ait pour autant une action, une impulsion de la puissance politique européenne qui soit à la hauteur.

[**Christian Lekl**] Mais quel était l'intérêt de fixer une telle stratégie qui se caractérisait par une méthode plutôt ouverte de coordination, à savoir une méthode intergouvernementale très peu contraignante qui s'écartait de la méthode communautaire?

[**Pierre Moscovici**] C'était l'état de l'Europe. Vous savez, on ne peut pas imposer la méthode communautaire partout. Sans doute, elle est meilleure. Mais elle n'est pas la panacée non plus. Et puis, elle n'est pas acceptée par tous. C'est comme ça. En Europe, on est aussi obligé de passer des compromis. Ça nous semblait être un premier pas. Le problème, c'est qu'il n'y a pas eu de second pas.

[**Christian Lekl**] Et quel bilan tirez-vous aujourd'hui de cette stratégie de Lisbonne?

[**Pierre Moscovici**] Décevant. Comme tout le monde.

[**Christian Lekl**] En décembre 2000, la présidence française du Conseil de l'Union européenne s'achève sans accord des quinze sur le statut unifié des députés européens, que vous avez soutenu avec la présidente Nicole Fontaine. Quels étaient les enjeux de cette réforme?

[**Pierre Moscovici**] Non seulement je l'ai soutenu avec Nicole Fontaine, mais je l'ai ensuite retrouvé quand j'étais vice-président du Parlement européen, puisque le dossier dont j'étais chargé dans le sein du bureau, c'était le statut des députés. Donc j'ai suivi ça, je dirais presque jusqu'au bout. Nous y sommes arrivés, je crois. Ça vient d'être atteint. L'objectif, c'est quoi? C'est d'éviter que le député européen soit d'une part dépendant de son parlement national, et que d'autre part il y ait une égalité de traitement entre eux, à tous points de vue. Qu'il y ait un vrai parlementaire européen qui soit d'essence européenne, lié à son institution. Quand vous êtes député européen, vous êtes payé par le parlement national et vous êtes payé à hauteur du traitement d'un parlementaire national. Ce qui fait qu'il y avait des parlementaires qui touchaient 1 000 euros, et d'autres qui touchaient 10 000 euros par mois. Ce n'est pas comme ça qu'on crée un vrai parlement. Et donc il fallait parvenir à un statut qui soit uniforme, et avec tout le reste. C'est-à-dire aussi la moralisation, les frais de déplacement, les frais des indemnités diverses. Enfin, il s'agissait à la fois d'unifier, de moraliser et de rendre plus indépendant le parlementaire européen. Je pense qu'on y est arrivé. Mais ça a été long, très long.

[**Christian Lekl**] Et comment vous expliquez cette opposition, notamment des pays nordiques comme le Danemark, la Finlande ou la Suède, ou le Royaume-Uni aussi.

[**Pierre Moscovici**] Il y a un peu de nationalisme, et aussi un peu de puritanisme. [28:00] Parce que c'est vrai que pour certains, ça représentait une augmentation considérable. Les Allemands, notamment, étaient très opposés à l'idée que les parlementaires européens aient un statut plus favorable que les parlementaires nationaux. Ce qui n'était pas d'ailleurs évident. Mais c'est vrai que par exemple, quand on va expliquer... Il peut y avoir une campagne, au moment des élections européennes. Parce que un député français gagne 5 500 euros, un député européen va gagner 7 000 euros, plus 1 500 euros de pension payés pour sa retraite, 8 500. Ce que redoutaient par exemple nos amis allemands, c'est qu'il y ait une campagne dans l'opinion, qui soit lancée contre l'Europe et contre les députés européens. Ça peut arriver. En même temps, il ne faut pas céder devant le populisme. Je pense que c'est vraiment bien, que les parlementaires européens soient protégés, qu'ils aient un vrai statut et que ce statut soit le même pour tous. C'est-à-dire qu'on soit un parlementaire européen, et pas un parlementaire français ou estonien ou grec au Parlement européen. Nous ne sommes plus, ce Parlement n'est plus l'Assemblée parlementaire européenne des années 70. On est représentant au Parlement européen, député européen justement. Pas représentant de son pays au Parlement européen. Il faut unifier ça, c'est indispensable.

4. Les travaux de la Convention européenne

[**Christian Lekl**] Au Conseil européen de Laeken, est convoquée une convention sur l'avenir de l'Union qui aboutira à un projet de traité constitutionnel. Quelles furent les circonstances du déclenchement de ce processus constitutionnel, ou plutôt de la poursuite de ce processus, puisqu'à Nice, on avait déjà proclamé la Charte des droits fondamentaux élaborée au sein d'une première Convention?

[**Pierre Moscovici**] C'est assez simple, en réalité. À Nice, tout le monde a fait semblant que le traité était convenable, c'est normal. Mais tout le monde savait que ça ne suffisait pas. Donc dès le lendemain, il y a une déclaration qui a été faite, annexée au traité – c'est exceptionnel – disant qu'il faudrait reprendre le chantier. Et la déclaration de Laeken est la traduction de ce qui a été décidé à Nice, c'est-à-dire l'idée qu'on ouvre quelques chantiers, qu'on rouvre au fond les questions qui ont été peu traitées, pas traitées à Amsterdam, et mal traitées à Nice: réforme de la Commission, la question de la subsidiarité, qui fait quoi dans l'Union européenne, la question du vote à la majorité qualifiée, le système de vote au Parlement et puis aussi le système de vote au Conseil, ce qui est très important. Et donc toutes ces questions étaient sur la table. Ce qui est remarquable, c'est que ensuite, ils ont... la Convention européenne, dont j'étais membre aussi, a dépassé son mandat, et s'est en quelque sorte érigée en constituante. Alors que le mandat de Laeken, je n'ai plus la phrase en tête, disait que ça pouvait aller jusqu'à une constitution. Pas que ça devait aller jusqu'à une constitution. Mais il y a eu, c'est vrai, Giscard l'avait dit d'ailleurs à l'époque, un esprit de la convention. Je veux simplement dire une chose sur Giscard, c'est que j'ai été le seul à ne pas être favorable à sa nomination à la convention.

[**Christian Lekl**] Comment est-ce qu'il a été choisi pour présider cette convention?

[**Pierre Moscovici**] Parce que d'abord il l'a voulu. Giscard est une bête politique aussi, c'est un homme politique de grand talent et il s'est mis en campagne. Il a commencé à faire la tournée des uns et des autres, faire valoir ses états de services. Ce n'était pas illogique que ce soit un Français. Parce qu'il y avait aussi cette idée-là, c'est-à-dire qu'il fallait lever le verrou français et que, dans la tradition institutionnelle, il y a quand même une prégnance sur ces questions-là. Jacques Delors, lui, a fait comme il fait malheureusement trop souvent. Il veut qu'on l'appelle mais il ne fait pas campagne. Giscard avait créé un rapport de force, un état de fait. Et puis ensuite il y avait un jeu entre Chirac et Jospin, qui avaient tous les deux intérêt à ce que Giscard soit président de la Convention européenne, justement pour déblayer le terrain domestique au moment de l'élection présidentielle. Chirac avait peur que Giscard ne lui tape dessus. Jospin voulait en Giscard un soutien implicite. Mais ça ne me paraissait pas un déterminant suffisant, je pensais que Jacques Delors était un meilleur président pour la Convention que Jacques Chirac [*sic*], que Valéry Giscard d'Estaing.

[**Christian Lekl**] C'est la raison pour laquelle vous vous êtes opposé à la nomination ?

[**Pierre Moscovici**] Opposé, c'est beaucoup dire. Disons que j'avais fait valoir, moi, que je pensais que Delors serait mieux. Je ne me suis pas opposé, j'ai ensuite bien travaillé avec Giscard. Mais je n'étais pas convaincu qu'il soit l'homme de la situation, et au final je ne sais pas s'il a été l'homme de la situation. Il a fait des belles choses, des bonnes choses, peut-être qu'il a manqué d'un certain sentiment de ce que les peuples pouvaient attendre d'une constitution européenne.

[**Christian Lekl**] Donc vous l'avez dit, vous avez représenté le gouvernement français au début de la Convention européenne jusqu'à ce que Dominique de Villepin vous y remplace. Que pensiez-vous de cette méthode, nouvelle en comparaison des traditionnelles conférences intergouvernementales? Est-ce que vous avez eu l'impression de vivre un moment historique?

[**Pierre Moscovici**] J'aurais eu l'impression de vivre un moment historique si à la fin, ça s'était terminé par un «oui». Mais du coup, comme ça n'a pas été le cas, je ne peux pas dire que ça a été un moment historique. Je n'ai pas participé à la genèse d'une constitution, puisque cette constitution n'a pas vu le jour. Mais j'ai participé à une expérience unique. Et je peux dire que je suis moi très séduit par ce modèle de la convention, par rapport à la CIG. Pourquoi? Parce que la CIG c'est le contrat de la négociation. C'est une discussion opaque entre des diplomates et des ministres, qui défendent chacun leur intérêt national. Tout est secret, on ne connaît pas les délibérations. Il n'y a pas de décisions. Et donc il n'y a pas d'élaboration démocratique, en réalité. La diplomatie, c'est l'inverse de la négociation. La diplomatie, c'est la confrontation des intérêts nationaux.

Et je pense que là on avait quelque chose de très intéressant parce que c'était à ciel ouvert, c'est-à-dire que les séances étaient publiques, les documents étaient en ligne, les interventions étaient connues, il y avait la Société civile qui était présente, à travers le Comité des Régions, à travers le CES, les médias étaient là. Et quand les médias sont là, les décideurs changent de comportement. On s'efforce de donner un visage plus ouvert. On fait plus de concessions, on est moins sur la défense du pré carré ou des intérêts nationaux. Ce qui a permis de créer incontestablement un esprit entre les conventionnels et je crois, une dynamique de la convention, ce qui fait que le résultat était un résultat formidable. Je regrette d'ailleurs que les chefs d'État et de gouvernement aient un peu restreint les choses. D'une certaine façon, je regrette aussi qu'on ait ajouté la troisième partie, qui était une partie qui n'avait pas grand chose à voir avec la substance constitutionnelle du texte et qui a gâché notamment le débat en France, beaucoup. Je ne sais pas si ça aurait suffi qu'elle soit absente, mais ça a assurément compliqué les choses. Et donc oui, moi je recommande ce modèle conventionnel. J'aimerais que l'échec du TCE, à travers le référendum français, le référendum néerlandais, ne signifie pas que plus jamais on utilise cette formule, qui est une formule qui a beaucoup, beaucoup de mérites.

5. Du projet de traité constitutionnel au traité de Lisbonne

[**Christian Lekl**] Quel fut votre sentiment à l'égard du projet de traité constitutionnel? Est-ce que vous avez mené campagne au sein du PS pour le «Oui» lors du référendum?

[**Pierre Moscovici**] Ah oui, j'ai mené campagne pour le «Oui» à l'intérieur du PS et pour le «oui» dans le pays. Je pense avoir fait partie - ça fait partie des choses dont je suis assez fier, même si ça n'a pas fonctionné - des principales figures du «oui» en France. Dans mon parti, c'est sûr, un des premiers, peut-être le premier. Peu importe, je ne suis pas quelqu'un d'attaché aux hochets. Ça a été pour moi une grosse bataille, et je suis assez fier d'avoir contribué à convaincre les socialistes. J'ai essayé de convaincre les Français, j'y ai moins réussi. Mais je ne me voyais pas, ayant été conventionnel, ayant eu l'expérience ministérielle qui avait été la mienne, connaissant les lacunes du traité de Nice, connaissant les vertus du traité constitutionnel, ne pas me battre pour ce traité, tout en voyant bien les difficultés de la campagne. J'ai tout de suite senti que ce serait très difficile. Tout de suite. Mais, oui, j'étais un militant ardent, et je continue de penser aujourd'hui que c'est une occasion manquée pour l'Europe.

Je veux le dire comme je le pense, franchement. La méthode conventionnelle est infiniment supérieure à la CIG. Le traité constitutionnel est cent coudées au-dessus du traité de Nice, il est bien au-dessus du traité de Lisbonne. Il est encore au-dessus de ce qui sortira du traité de Lisbonne après qu'on finisse par trouver une solution. C'est un traité qui n'est pas parfait, qui a des lacunes, qui a des défauts, mais c'était quelque chose qui permettait de créer une vraie dynamique européenne. C'est une occasion manquée pour l'Europe. Alors, ça ne me mène pas à la nostalgie, ni d'ailleurs à la contestation du vote démocratique. Les Français ont voté, les Néerlandais ont voté, ils ont le droit de voter ce qu'ils veulent. Et dès le 29 mai 2005, moi j'ai dit: «Le traité est mort. Mon traité.» Je le constatais avec douleur. Et je savais en même temps qu'on n'y arriverait pas. Cela dit, oui, quand je regarde un peu rétrospectivement cette période-là, je suis sûr que ça restera pour moi un motif de, pas de fierté, dans ma vie, mais une période extrêmement forte, une période extrêmement dense et un moment où on a raté un rendez-vous avec l'Europe.

[**Christian Lekl**] Et que reste-t-il aujourd'hui des divisions au sein du PS, et notamment par rapport au traité de Lisbonne?

[**Pierre Moscovici**] Le traité de Lisbonne, le Parti socialiste a répété, mais en atténué, ce qu'il s'est passé sur le traité constitutionnel justement parce qu'il a vécu douloureusement des divisions qui lui ont coûté extrêmement cher, je pense qui lui ont coûté en réalité beaucoup dans l'élection présidentielle. Mais le Parti socialiste n'est pas au clair sur son engagement européen, aujourd'hui. Le Parti socialiste ne sait plus ce qu'il pense. Le Parti socialiste est confus. Le Parti socialiste n'est pas un parti qui, sur le plan européen, est un parti entraînant. C'est un parti divisé. Je le regrette, je le déplore. Et ça veut dire aussi que, d'ici aux prochaines élections européennes, celles de 2009, il faudra que le Parti socialiste se mette au clair. C'est un des enjeux du congrès du PS. Le Parti socialiste ne se renovera pas, le Parti socialiste ne se refondera pas, le Parti socialiste ne retrouvera pas la confiance des Français s'il n'est pas capable d'être à nouveau un acteur cohérent, puissant, entraînant du jeu européen.

[**Christian Lekl**] Et d'une manière générale, pensez-vous qu'il faille revoir les procédures de révision des traités? Je pense au problème de la double unanimité, l'idée d'un noyau dur, d'une avant-garde, de groupes pionniers. Ou plus généralement l'idée des coopérations renforcées ou de l'intégration différenciée est-elle la voix à suivre pour approfondir le processus d'intégration?

[**Pierre Moscovici**] Il y a une chose qui est certaine, c'est que l'Europe s'élargissant, elle comporte aujourd'hui 27 membres et je reste persuadé qu'un jour elle en comportera plus de 30. Un jour prochain. On ne peut pas être tous sur le même rythme, sur le même pied, avec le même degré d'engagement. C'est un fait. L'Europe, en gagnant en puissance, en gagnant en taille perd en homogénéité. Elle est plus hétérogène, elle est plus inégale. Les esprits, les engagements, les moyens sont différents. Sur des questions comme la défense, par exemple, vous avez des pays qui sont neutres, des pays qui sont très « otaniens », vous avez des pays qui sont plus autonomes par rapport aux États-Unis. Vous avez des pays qui ont une vraie politique de défense, des pays qui ont une politique étrangère, d'autres qui n'en ont pas. Je prends cet exemple-là. Mais c'est pareil sur l'euro, d'une certaine façon, il faut en tenir compte. C'est-à-dire que oui, je crois à la différenciation de la construction européenne. Attention, je ne crois pas à l'Europe à deux vitesses. Parce que c'est très différent : l'idée qu'il y aura un premier groupe permanent, un deuxième groupe permanent, me paraît fausse. Nous ne sommes pas dans un championnat de foot, il n'y a pas de critères qui permettent de dire: «Vous êtes en deuxième division, vous êtes en première division». Il n'y a pas de nombre de points qu'on accumule, il n'y a pas de victoire. Et donc les Européens doivent garder un socle commun. Ça s'appelle l'union. L'égalité de droits et de devoirs. Mais ensuite sur des politiques, sur

des projets concrets, on peut se distinguer. Exemple: l'euro est une coopération renforcée de fait. Tous les Européens n'y sont pas. Même si tous ont vocation à y être. Certains ne le peuvent pas, d'autres ne le veulent pas, comme les Britanniques. Sur la défense européenne, on ne la fera pas à 27, par définition. Certains ne le veulent pas, d'autres ne le peuvent pas. Et donc il faudra aller vers ce qu'on appelait, ce qu'on appelle, ce qu'on appellera dans le jargon du traité de Lisbonne des coopérations structurées. On peut envisager des coopérations en matière fiscale, en matière d'éducation, en matière de recherche. Il ne faut pas hésiter à ça. Mais sur la base du volontariat, pas sur la base de quelque chose qui serait prédéfini. Et avec toujours une notion qui pour moi est majeure, c'est que la coopération doit être inclusive. C'est-à-dire que tout pays qui n'est pas dans la coopération de départ doit ensuite pouvoir la rejoindre. Je crois que c'est comme ça qu'on réussira à bâtir une Europe qui à la fois conservera un socle commun, l'Union, et qui en même temps aura des politiques qui vont plus loin dans tel ou tel domaine. C'est comme ça que je vois l'Europe de demain, tout en pensant que cette différenciation n'est pas la panacée. Nous devons rester une union. Une union dans la diversité. Reconnaître la diversité, c'est aussi accepter de coopérer.

[**Christian Lekl**] M. Moscovici, au nom du CVCE, je vous remercie beaucoup pour cet entretien.

[**Pierre Moscovici**] Merci à vous.

[**Christian Lekl**] Merci beaucoup.